

Paris, le 10 mars 2016

Propositions de N. Sarkozy sur la fonction publique : insupportable et délirante surenchère sur fond de discours « anti-fonctionnaire »...

Les « propositions » de Nicolas Sarkozy de supprimer 300 000 à 350 000 postes de fonctionnaires, de remettre en cause le statut de la fonction publique et de s'attaquer au contrôle public sont délirantes. Elles sont malheureusement illustratives du discours « anti-fonctionnaire » ambiant...

Les attendus de cette proposition sont truffés d'erreurs : ainsi, en affirmant que les fonctionnaires travaillent moins que 35 heures, M. Sarkozy sait qu'il ne dit pas la vérité. On rappellera à titre d'exemple que dans la fonction publique d'État, la durée légale du temps de travail est la même que dans le secteur privé (les agents des finances publiques travaillent même au minimum 36 heures par semaine). On ajoutera à cette durée du temps de travail les heures supplémentaires, parmi lesquelles de nombreuses heures non payées car « écrêtées » par le système de « badgeage » (autrement dit, de la pointeuse).

La remise en cause du statut de la fonction publique, vieille marotte des « néolibéraux » et « conservateurs » de tout poil, s'inscrit dans la volonté de déréglementer les droits sociaux (dans le secteur public mais aussi dans le secteur privé). Rappelons que le statut offre des garanties aux citoyens en termes d'indépendance et de neutralité de l'exercice des missions de service public, ce que feint d'ignorer M. Sarkozy, et que la fin du statut de la fonction publique n'améliorerait en rien la situation des salariés du privé.

Vouloir réduire dogmatiquement les effectifs de la fonction publique sans porter de vision ni d'analyse de l'évolution des missions de l'État et des collectivités locales n'a aucun sens : moins de fonctionnaires, c'est mécaniquement moins de service public et/ou plus de privatisation pour assurer ce que l'action publique ne peut plus assurer. Il s'ensuivrait alors une hausse des « coûts privés », tout simplement car il faudrait financer des missions privatisées : l'expérience montre que pour les citoyens, non seulement l'économie serait nulle, mais que le coût qu'ils supporteraient pourrait être plus lourd...

Au-delà, sa proposition de ne faire porter les contrôles fiscaux que sur l'année en cours au lieu des trois années précédant le contrôle est inqualifiable : couplée à la réduction du nombre de fonctionnaires, elle reviendrait à faire exploser une fraude fiscale déjà importante (60 à 80 milliards d'euros actuellement) et, par conséquent, à aggraver les déficits publics, à ruiner le consentement à l'impôt (fortement affecté par la fraude fiscale), à introduire davantage d'inégalités entre contribuables (les PME et les classes moyennes seraient les premières victimes de tels choix puisque la fraude fiscale de haut vol pratiquée par certaines multinationales et riches contribuables exploserait). Cette proposition est d'ailleurs totalement contraire aux préconisations de l'OCDE et de la Commission européennes en matière de lutte contre la fraude fiscale et de renforcement des administrations fiscales...

Pour reprendre un terme souvent employé par M. Sarkozy, de telles propositions, si d'aventure elles étaient mises en œuvre, seraient « une folie » économique, sociale et politique. Au passage, elles visent une fois de plus à stigmatiser et à cliver ; deux notions très éloignées du « vivre ensemble » et de l'intérêt général que tout Républicain digne de ce nom devrait porter...